

La voix de l'Opposition de gauche

Interview (extraits) commenté de J-C.Mailly.

16 août 2012

J'ai lu attentivement l'interview que Mailly (FO) a donné au journal *Le Monde*, je vous livre les quelques réflexions qu'il m'a inspirées.

Toutes les questions qui lui ont été posées se situaient exclusivement, strictement sur le terrain du capitalisme ou dans le cadre du régime devant lequel Mailly se tient au garde-à-vous ou se prosterne, ce qui le gênera pas et n'étonnera aucun militant, puisqu'il est corrompu par l'idéologie bourgeoise jusqu'à la moelle. Extraits.

A la question : Que vous inspire la stagnation de l'économie française depuis trois trimestres ?, il commence par répondre : "*nous sommes dans une situation de pré-récession...*", nous signifie qu'il parle en tant que représentant de "*l'économie française*", du capitalisme, des banquiers. On pourrait s'arrêter là, puisque tout est dit ici. Mais poursuivons, cela a une valeur pédagogique.

A la question : Vous n'êtes pas convaincu par le pacte budgétaire européen ?, il a répondu qu'il allait s'"*adresser aux députés pour leur demander de ne pas le ratifier*", tout comme le POI, pure coïncidence sans doute, sachant que cela ne sert strictement à rien puisque Hollande le fera adopté si nécessaire avec les voix des centristes et de l'UMP.

A la question : Vous portez ce message depuis longtemps. N'est-ce pas un constat d'échec pour le syndicalisme européen ?, il a répondu que "*la Confédération européenne des syndicats (CES) a par ailleurs pris pour la première fois une position d'opposition par rapport au traité européen.*" Ah bon! Vérifions-le immédiatement. Dans son communiqué du 29 juin publié à la suite du Sommet européen qui venait de s'achever, la CES "*considère comme positif que des mesures immédiates puissent être prises pour faire baisser les taux d'intérêt des pays sous pression des marchés*" coïncidant avec l'annonce faite par Hollande qu'il s'engageait à faire ratifier par le Parlement le TSCG le plus rapidement possible. Ensuite la CES déplorait "*les mesures envisagées sont loin d'assurer une stabilisation de la monnaie, la relance de l'économie et la baisse du chômage*", la stabilité de la monnaie et la relance de l'économie étant des revendications patronales pour engranger davantage de profits, merci pour eux, la baisse du chômage n'étant là que pour faire bonne mesure et le faire oublier.

Mieux encore, la CES se réjouit de la mise en oeuvre du MES : "*Certes, des mesures d'urgence ont été prises pour soulager directement la pression exercée sur les dettes de l'Espagne et de l'Italie puisque le Mécanisme européen de stabilité (MES) devra soutenir les banques pour alléger la dette des États*", non, pour ne pas accroître celle-ci auquel cas l'UE serait rendu directement responsable de la dette des Etats, ce qui ne doit apparaître nulle part.

Mais la préoccupation principale de cette agence du capital est ailleurs, conformément au rôle qu'elle remplit depuis sa création en 1973, demeure de maintenir les travailleurs enchaînés au capitalisme et particulièrement à l'UE dans laquelle il faut qu'ils placent leur confiance, car il est bien connu que l'UE a été conçue pour le bonheur des peuples "*la CES doute que ces mesures*

soient à la hauteur des défis auxquels l'UE doit répondre pour regagner la confiance des travailleurs et des citoyens".

Je crois me souvenir avoir lu une citation de la CES qui m'avait semblé tronquée dans Informations ouvrières il y a quelques semaines, je ne m'étais pas trompé : *"Rien ne nous permet, hélas, d'espérer que les plans d'austérité vont être stoppés. Ces plans, pourtant, ont été socialement désastreux et économiquement inefficaces. Des propositions pour une union bancaire, budgétaire et économique sont sur la table. La CES les étudiera en détail et demande, d'ores et déjà, à être consultée sur les développements qui affectent l'avenir des travailleurs et des citoyens "*.

Evidemment si on s'arrête à la deuxième phrase, on va de dire : qu'est-ce qu'elle est bien la CES. Et si on poursuit la lecture, on arrivera à la conclusion inverse, l'union bancaire est la manière qu'ils ont trouvé pour avancer sur le plan politique vers une institution de type fédéral dans laquelle les Etats tels qu'ils existent aujourd'hui auraient été liquidés, pour forcer la main des différents gouvernements qui rechignent à avancer dans cette voie. La CES demande à être associé à la mise en oeuvre de ce mécanisme destructeur de tous nos droits et libertés et Mailly s'en flatte !

Depuis le 9 juin, la CES a pondu d'autres articles ou communiqué, celui du 6 août n'est pas mal non plus. Vous y retrouvez presque à la virgule près certaines déclarations entendues (syndicats, PCF, PG, PS) après l'annonce du plan Varin chez PSA qui finalement coïncide avec celui de sa direction :

"Répondant à la consultation de l'Union européenne sur l'avenir de la politique industrielle, la Confédération européenne des syndicats (CES) a renouvelé son appel en faveur d'une action de l'UE en matière de restructurations et d'anticipation du changement ainsi que d'un agenda industriel favorisant les industries nouvelles, les produits et les services durables afin de garantir les emplois de demain", PSA "restructure" sa production pour tenir compte de la réalité du marché, c'est un bon élève de la CES (ou plutôt l'inverse), pas par "anticipation" malheureusement, cela aurait été mieux qu'il ferme l'usine d'Aulnay quelques années plus tôt (EELV), etc.

L'objectif de sortir de la crise est étranger à la classe ouvrière et ses intérêts, il figure parmi la panoplie des arguments des contre-révolutionnaires, des opportunistes ou des réformistes qui s'accommodent de la survie du capitalisme, car en dehors d'une issue favorable aux exploités qui ne pourrait intervenir qu'au terme d'une révolution, la sortie ou la fin de crise signifierait que les capitalistes ont trouvé le moyen de la faire payer aux travailleurs, donc que leurs conditions de travail, de rémunération et d'existence se seraient détériorées de façon dramatique. Une fois les choses remises à leurs places, chacun aura compris qu'il s'agit d'une revendication réactionnaire.

- *"La CES répète une nouvelle fois que l'austérité ne fonctionne pas et ne fonctionnera pas davantage demain : cette politique va à l'encontre du but recherché et a échoué. L'opinion selon laquelle un assainissement budgétaire rapide rétablira la confiance et poussera les taux d'épargne à la baisse se révèle une fois encore être un mythe... Au lieu d'une concurrence pour l'emploi entre États membres, l'Europe a besoin d'investir pour sortir de la crise : des investissements structurels plutôt que des réformes structurelles », rappelle la CES."*

Pour camoufler sa véritable nature contre-révolutionnaire, la CES se livre dans son discours à un constat que nous aurions pu établir en lui associant un élément étranger à la classe ouvrière, ici il s'agit des "investissements structurels", pour finalement mieux la subordonner au capital, c'est la même méthode qu'utilise en permanence les dirigeants syndicaux, le PCF, le PG, etc., le "but recherché" n'apparaissant pas forcément clairement consiste à faire en sorte que l'UE relayée par les différents gouvernement puisse appliquer sa politique. Un exemple.

A l'issue de son Comité exécutif des 5 et 6 juin dernier à Bruxelles, la CES a proposé "*un contrat social en faveur d'une Europe de la solidarité et de la coopération pour contrer l'Europe de la concurrence et de la déréglementation*". Diable, un syndicat révolutionnaire ! En lisant la suite on a l'impression de lire une déclaration... de Hollande sur la croissance : "*Notre message commence à passer : l'austérité a échoué. Il faut se concentrer sur la croissance*", croissance synonyme de plus de flexibilité et de productivité, de précarité pour les travailleurs, plus de profits pour les patrons. Pour finir par un appel à l'union nationale derrière l'UE au niveau de l'Europe : "*Nous devons être, tous ensemble, à la hauteur de ce défi*", comme si l'ouvrier de chez PSA pouvait avoir les mêmes intérêt que monsieur Peugeot !

Revenons à cet interview de Mailly.

Dès qu'il s'agit des fonctionnaires, il devient prolix, c'est sa boutique.

Question : Etes-vous prêt à accepter la stabilisation des effectifs dans la fonction publique contre une modération salariale ?

Réponse : Non. Si, pour 2012, les jeux sont faits, avec un gel des rémunérations, nous attendons de voir pour 2013. Il y a une demande de pouvoir d'achat des fonctionnaires.

Nous ne sommes que le 16 août, mais pour lui 2012 est déjà terminée, et pas question d'envisager un rattrapage en 2013, nos camarades fonctionnaires sont prévenus.

C'est marrant, depuis que Hollande a été élu, on les entend tous en chœur répéter : attendons de voir ce que le gouvernement va décider, on a envie de dire à cette vermine que le travailleur qui est au chômage et n'a rien à donner à bouffer à ses gosses n'a pas le temps d'attendre que vous daigniez de votre hauteur vous pencher sur sa situation.

A une question sur le smic, il a répondu "*c'est insuffisant*", mais c'est misérable oui! Dites-donc, combien vous payez-vous monsieur Mailly ? Ne doutant de rien, plus loin il a interpellé le gouverneur de la banque de France qui "*ne doit pas se rendre compte de ce que c'est que de vivre au smic*", comme quoi ils appartiennent bien au même monde !

Question : Le principe des accords compétitivité-emploi, auquel vous êtes opposé, devrait être inclus dans la négociation en septembre. Qu'allez-vous faire ?

Réponse : Tout dépend de ce qui prime dans le document d'orientation que prépare le gouvernement. A l'issue de la conférence sociale, le premier ministre avait dit que la négociation compétitivité-emploi était terminée. La feuille de route publiée juste après était plus ambiguë et nous est restée en travers de la gorge.

Mailly qui a l'air plus sympathique que Chérèque ou Thibault au premier abord est en réalité aussi détestable, car il a osé ajouter plus loin : "*Le salaire est la contrepartie de la vente de la force de travail ; je refuse qu'il fluctue en fonction de la situation de l'entreprise*", alors que chez PSA à Sevelnord, FO (notamment) a signé cet accord compétitivité-emploi infâme, cela ne s'invente pas. (28 juillet - www.luttedeclasser.org/service/texte_fo_280712.pdf), tout le reste est du baratin de bureaucrate syndical. Et comme rien ne l'arrête, à la question suivante il a remis cela : "*j'en ai assez des donneurs de leçons, qui disent que, pour sortir de la crise, il faut plus de flexibilité*, dans ce cas-là on ne signe ce genre d'accord pourri !

Là il ne s'agit pas d'attendre ce que le gouvernement va décider, c'est juste "*ambiguë*", donc impossible de se prononcer, cela revient au même. Pendant ce temps-là le gouvernement peut tranquillement affûter sa politique anti-ouvrière qu'il présentera en septembre, et les uns et les autres feront semblant de tomber des nus : ah ben alors, si nous nous attendions à cela, prenant une fois de plus les travailleurs pour des abrutis !

Je n'ai pas fait exprès de vous garder le meilleur pour la fin, sa réponse à la dernière question va vous faire marrer, vous avez le droit de vous lâcher car quel supplice de l'entendre, dire que cela existe !

Question : L'automne risque d'être fort peu propice à un mouvement d'ampleur...

Réponse : Il est difficile de dire ce qui va se passer dans les prochaines semaines. Nous sommes dans une phase où nous attendons que les choses soient éclaircies. Nous allons aussi réaffirmer nos positions.

Impayable ! Il attend ses ordres de ses maîtres !